

Unité départementale du Finistère

Quimper, le 22 août 2022

Référence : ENV-D-22.0356

Affaire suivie par : Frédéric RIVOALAN

Téléphone : 02.90.08.55.55

Courriel : ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Haut Léon Communauté

29, rue des Carmes
29250 SAINT-POL-DE-LEON

Code AIOT : 0005516976

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2022 de la déchèterie exploitée par Haut-léon Communauté implantée au lieu-dit "Ruela" 29430 LANHOUARNEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Haut-Léon Communauté
- 29430 LANHOUARNEAU
- Code AIOT : 0005516976
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La déchèterie de Lanhouarneau, exploitée par Haut-Léon Communauté, relève du régime de l'autorisation pour la collecte des déchets dangereux et du régime de la déclaration pour la collecte des déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la réalisation des contrôles réglementaires (rejets aqueux, niveaux sonores, installations électriques)
- les conditions d'entreposage des déchets dangereux et non dangereux
- la formation des agents
- la propreté
- l'accessibilité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Mesure de bruit	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 8.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Formations	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.	/	Sans objet
9	Interdiction des feux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.3.	/	Sans objet
10	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.5.	/	Sans objet
13	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 7.2.	/	Sans objet
17	Réception des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	/	Sans objet
18	Local de stockage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3	/	Sans objet
19	Stockage des huiles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 1.1.1.	/	Sans objet
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.	/	Sans objet
3	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	/	Sans objet
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.	/	Sans objet
5	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.2.	/	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.3.	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.	/	Sans objet
11	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.2.	/	Sans objet
15	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de l'inspection des installations classées montrent que l'exploitant doit mettre en oeuvre les contrôles réglementaires sur les rejets aqueux et les niveaux sonores. En outre, le plan de formation des agents d'accueil doit être défini et formalisé. Par ailleurs, un effort particulier doit porté sur l'organisation des stockages des déchets dangereux en veillant à mieux les identifier, à établir un plan de ces stockages et à éventuellement réduire les quantités maximales présentes sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 1.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : La communauté de communes de la baie du Kernic a transmis une déclaration d'antériorité le 4 mars 2013. Le site relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2710-1 (collecte de déchets dangereux) pour une quantité maximale susceptible d'être présente de 9.3 tonnes et du régime de la déclaration pour la rubrique 2710-2 (collecte de déchets non dangereux). Au regard de la fréquentation de l'établissement et de ses jours d'ouverture, l'inspection a souhaité connaître le détails des éléments transmis à l'époque ayant permis de justifier une telle quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents sur le site, un tel tonnage correspondant en général à des déchèteries connaissant une fréquentation importante. L'exploitant a indiqué ne pas disposer du détails de ces éléments. L'inspection a indiqué qu'il est de l'intérêt de l'exploitant de limiter les quantités de déchets dangereux présentes sur le site en évitant de les y entreposer sur de longues périodes, ceci afin de limiter les conséquences en cas d'accident. La limitation de ces quantités pourrait par ailleurs conduire à revoir le classement de l'établissement en cas de passage sous le seuil de l'autorisation pour la rubrique 2710-1 de la nomenclature des installations classées (seuils fixé à 7 tonnes).
Observations : Il appartient à l'exploitant de limiter les quantités de déchets dangereux présents sur le site afin de limiter les conséquences en cas d'accident. La pertinence du passage sous le seuil de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1 est à examiner.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site. Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manoeuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manoeuvre aisée de tous les véhicules autorisés.
Constats : Une clôture ceint l'ensemble du périmètre et le site dispose d'un portail fermant à clé. Les voies d'accès au quai supérieur sont équipées de barrières latérales afin de prévenir les chutes de véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Le local d'entreposage des déchets dangereux est ventilé via plusieurs ouvertures circulaires d'une vingtaine de centimètres de diamètre pratiquées dans les murs extérieurs en béton.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou, en cas d'impossibilité, traités conformément au titre 7.
Constats : Le sol du local déchets dangereux est bétonné. L'inspection n'a pas constaté la présence d'orifice d'évacuation au sol. L'exploitant a confirmé à l'inspection que le local ne dispose pas de réseau d'évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés conformément à la déclaration, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation.
Constats : Le site est ouvert les mercredi et samedi. Un panneau est implanté à l'entrée du site et précise la liste des déchets acceptés ainsi que les jours et horaires d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.
Constats : Le site est globalement propre. L'inspection a néanmoins constaté la présence de déchets au sol au niveau des espaces compris entre les bennes de collecte et les quais. L'exploitant a expliqué que les rotations de bennes ont souvent lieu en dehors des jours et heures d'ouverture du site, ce qui ne permet pas à l'agent d'accueil de profiter de ces rotations pour nettoyer ces espaces
Observations : Il appartient à l'exploitant de veiller à la propreté des espaces compris entre les bennes de collecte de déchets non dangereux et les quais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a eu lieu le 11 février 2022 par la société Socotec. Ce contrôle a donné lieu à deux observations. L'exploitant a communiqué à l'inspection le justificatif de levée de l'une d'entre elles (remplacement d'une BAES). Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si les mesures correctives ont été mise en œuvre pour la seconde observation (prise de courant détériorée).
L'exploitant doit justifier que la prise électrique détériorée a été réparée ou remplacée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : Un poteau incendie est implanté à l'est de l'installation, le long de la route départementale D 788. il se situe à moins de 100 mètre de l'entrée de la déchèterie. L'inspection a par ailleurs constaté la présence d'extincteurs dans le local gardien et dans le local déchets dangereux . Selon les vignettes de vérification, ces équipements ont été contrôlés en mai 2022. L'inspection n'a pas de commentaire particulier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de déchets et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.</p>
<p>Constats : L'interdiction de fumer et d'apporter le feu n'est pas affichée sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Prévention des chutes et collisions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre les zones de dépôts de déchets.a) Quai de déchargement en hauteurLorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif antichute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement.Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contrebas.Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones.Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>

Constats : Le risque de chute n'est pas signalé au niveau du quai supérieur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation. Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération, sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.</p>
<p>Constats : Selon le plan des réseaux, l'ensemble des eaux de ruissellement sont collectées puis transitent par un séparateur d'hydrocarbures situé à l'extérieur du périmètre clôturé au sud-ouest du site. Compte tenu de la végétation dense, l'inspection n'a pu localiser précisément le séparateur d'hydrocarbures. Dans le local gardien, à l'arrivée de l'inspection, l'alarme de niveau du séparateur était hors tension. Sa mise sous tension n'a pas conduit au déclenchement de l'alarme (seule la sonde n°1 est active), ce qui tend à corroborer les propos de l'exploitant.</p> <p>Par message électronique du 3 août 2022, l'exploitant a informé l'inspection que la zone a été débroussaillée et qu'un entretien du séparateur est programmée le 10 août 2022. L'exploitant a transmis le 16 août le justificatif d'intervention de la société SARP OSIS</p> <p>L'exploitant doit procéder à un entretien annuel du séparateur d'hydrocarbures ou, à défaut, en cas de report de l'opération, doit pouvoir justifier la réalisation de contrôles visuels réguliers.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit procéder à un entretien annuel du séparateur d'hydrocarbures ou, à défaut, en cas de report de l'opération, doit pouvoir justifier la réalisation de contrôles visuels réguliers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>

Constats : L'exploitant a indiqué que les rejets en sortie de séparateur avant rejet au milieu naturel ne donnent pas lieu à une analyse annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Dechets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.
Constats : L'affectation des bennes est affichée. L'inspection a constaté: - la présence de bidons souillés (pots de peinture vides, petit fût vide d'huile hydraulique dans la benne réservée aux déchets métalliques). Ces contenants souillés sont des déchets dangereux et doivent être entreposés comme tels. - la présence dans la benne destinée aux déchets inertes de déchets en matière plastique (mécanisme de chasse d'eau non démonté)
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 8.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucune mesure de bruit n'a été réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Locaux d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles (bien que servant de référence à

l'inspection, cette prescription, issue de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2710-1 n'est pas opposable)
Constats : Les déchets dangereux sont entreposés dans le vaste local situé sous le quai supérieur à l'exception des huiles minérales, comme le permet la réglementation.
Observations : S'agissant des modalités de collecte et d'entreposage des déchets dangereux, l'inspection a pris comme référence les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique 2710-1. Néanmoins, le site relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1 au titre du bénéfice d'antériorité, ces prescriptions ne sont pas opposables. Au regard des constats réalisés et selon le positionnement retenu par l'exploitant quant à une éventuelle baisse de la quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être présents sur le site, l'inspection examinera l'opportunité de proposer à monsieur le préfet de réglementer la collecte et l'entreposage de déchets dangereux au sein de l'établissement par voie d'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée. L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : - les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : - les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ; - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets et les filières de gestion des déchets ; - les moyens de protection et de prévention ; - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées"</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de fiches de suivi des formations par agent d'accueil. Les formations obligatoires à la prise de poste et au maintien des compétences ne font pas l'objet d'une formalisation de la part de l'exploitant. En outre, ne sont pas délivrés à l'issue des formations suivies des certificats attestant des capacités et des connaissances.</p> <p>L'exploitant doit identifier et formaliser la liste des formations nécessaires à la prise de poste et au maintien des compétences, ainsi que les durées de validités des formations suivies. En outre, l'exploitant doit disposer des certificats de formations des agents d'accueil.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Réception des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol. Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site. (bien que servant de référence à l'inspection, cette prescription, issue de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2710-1 n'est pas opposable)</p> <p>Constats : Les déchets dangereux sont pris en charge par l'agent d'accueil. Le public n'a pas accès au local d'entreposage. L'inspection a constaté la présence de bidons souillés abandonnés à proximité de la borne à huiles ayant servis aux apports (entre la clôture et la borne).</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que les contenants souillés ayant servis aux apports d'huiles minérales ne soient pas abandonnés au sol.</p> <p>En fonction des mesures correctives proposées et retenues, l'inspection pourrait être amenée à proposer d'encadrer cet aspect par arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 18 : Local de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages). Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en oeuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer. Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage. (bien que servant de référence à l'inspection, cette prescription, issue de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2710-1 n'est pas opposable)</p> <p>Constats :</p> <p>Le local sert à l'entreposage des déchets dangereux et des DEEE. Seules les consignes de tri Eco-DDS sont affichées. L'exploitant ne dispose pas d'un plan des stockages. Coexistent dans le local</p>

un ancien affichage et l’affichage fourni par l’éco-organisme eco-DDS, ce qui occasionne une confusion sur les affectations des différentes zones de stockage et l’entreposage de déchets ne correspondant pas aux affectations affichées. En outre, la nature exacte de certains déchets présents n’est pas identifiée (petit fût métallique corrodé contenant un liquide dont la nature n’a pu être identifiée, caisse contenant quelques contenants de déchets dangereux liquides,...).

Par ailleurs, il a été constaté la présence de contenants pleins n’ayant pas encore fait l’objet d’enlèvement (huiles végétales, produits pâteux...). Il est nécessaire que l’exploitant augmente la fréquence d’enlèvement des déchets dangereux et des D3EE, ceci afin de limiter les quantités présentes et ainsi de limiter le potentiel calorifique en cas d’incendie.

L’exploitant doit veiller:

- à identifier tous les déchets dangereux présents dans le local
- disposer d’un plan des stockages et veiller à ce que l’affichage y corresponde
- à réduire le temps de séjour des contenants pleins au sein de l’établissement

En fonction des mesures correctives proposées et retenues, l’inspection pourrait être amenée à proposer d’encadrer cet aspect par arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 19 : Stockage des huiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l’abri des intempéries et disposent d’une cuvette de rétention étanche. Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l’interdiction formelle de mélange des types d’huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. (bien que servant de référence à l’inspection, cette prescription, issue de l’arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l’environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2710-1 n’est pas opposable)

Constats : La borne à huile ne dispose pas d’une jauge de niveau. Le contrôle du niveau est réalisé visuellement par l’agent d’accueil. La consigne comme quoi la borne est destinée aux huiles minérales est affichée. Il a été constaté que le dispositif de remplissage occasionne quelques écoulements sur le pourtour de l’orifice. La borne n’étant pas protégée des eaux météoriques, un entraînement de ces égouttures par les eaux de ruissellement est donc possible. Il convient de retenir des mesures complémentaires afin d’éviter de tels phénomènes.

Il appartient à l’exploitant de veiller à que la borne à huiles dispose d’une jauge de niveau. En outre, des mesures complémentaires sont nécessaires afin de prévenir les égouttures lors des opérations de transvasement des huiles minérales et l’entraînement de ces dernières par les eaux météoriques.

En fonction des mesures correctives proposées et retenues, l’inspection pourrait être amenée à proposer d’encadrer cet aspect par arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

